

Le Courriel d'information

n°226 – Mardi 10 avril 2001.

AGIR A TOUS LES NIVEAUX

Dans ce numéro

En bref...

1- La pression citoyenne doit civiliser la mondialisation. La naissance d'un réel contre-pouvoir est une nécessité. C'est cela dont nous sommes les acteurs et que nous voyons émerger au fur et à mesure des mobilisations.
2- Commerce équitable. Une semaine débutera à la fin du mois pour la promotion du commerce équitable. Celui-ci n'est pour l'instant que trop peu connu. Il permet, au Nord comme au Sud, de devenir acteur du développement durable alors que partout le modèle productiviste et industriel montre ses carences.
3- Pour du linge propre. C'est sans doute dans le vêtement que la mondialisation libérale a le plus frappé. Pourtant dans ce domaine aussi il est possible de faire autrement.
4- Brèves d'OMC. Sur le mode déclaratif l'Union européenne annonce le nouveau cycle de négociations inévitables. L'agriculture est au centre des préoccupations.
5- L'aide au développement. Les programmes dit de développement de la Banque mondiale passés au crible de l'analyse. Même l'organisation financière internationale ne plus cacher ses propres erreurs.

La pression citoyenne doit civiliser la mondialisation

Depuis que le capitalisme est devenu la forme dominante d'organisation de la vie économique, et avec lui le salariat, les formes institutionnelles qu'a pris son développement ont été influencées par deux types d'acteurs : les Etats-nations, dont la légitimité s'est construite sur leur capacité à marier développement économique et cohésion sociale; le mouvement ouvrier, qui, via son action syndicale et politique, a contraint les entreprises a redistribuer une partie des gains de productivité réalisés et l'Etat à se démocratiser et à œuvrer dans l'intérêt général.

Les formes libérales sous lesquelles s'opèrent aujourd'hui la mondialisation bousculent cet équilibre. L'espace des échanges, des investissements, des flux financiers est devenu mondial alors que la capacité à produire des normes et à les faire respecter demeure pour l'essentiel l'apanage des Etats. Quant au dialogue entre partenaires sociaux, il demeure également confiné à l'intérieur de chaque pays. Face à ces difficultés, l'action des mouvements citoyens et notamment Attac, concourt à faciliter l'émergence de nouvelles régulations du capitalisme. Alternatives Economiques, magazine dont l'objectif est d'aider tous ceux qui veulent mieux comprendre les enjeux du débat économique et social, ne pouvait que soutenir un tel mouvement.

De nouvelles formes d'intervention sociale sont nécessaires...

L'émergence d'un mouvement citoyen international est d'autant plus nécessaire qu'il n'existe pas d'acteurs qui veulent ou puissent produire des normes satisfaisantes au niveau mondial. Les Etats-Unis, puissance dominante,



disposent d'une capacité structurelle qui pourraient leur permettre d'agir en ce sens. Mais la stratégie de leurs gouvernements a été depuis les années 70 d'étendre le champ du marché dans la mesure où leurs firmes industrielles et financières en tirent profit. Les institutions internationales les plus opérationnelles, dominées par les grands pays industrialisés, – FMI, Banque Mondiale, OMC -, ont un rôle limité au seul champ économique et œuvrent dans le même sens.

Du côté des organisations de salariés, les syndicats peinent à s'organiser sur une base internationale pour contrebalancer le pouvoir des firmes. En dépit des efforts menés par des organisations comme la CISL, ou la CES, en Europe, l'émergence d'un syndicalisme international avance à pas d'escargot, en comparaison du rythme avec lequel se structure un capitalisme international. Les écarts de niveau de vie, les différences de traditions de négociations rendent difficiles l'établissement de solidarités et les firmes jouent bien souvent sur ces différences pour mettre en concurrence les salariés dans les différents pays où elles opèrent. En outre, les libertés démocratiques et les droits élémentaires des salariés ne sont pas respectés dans de nombreux pays en développement.

Faut-il pour autant désespérer ? Non, car cette difficulté à encadrer le capitalisme mondialisé s'accompagne d'un développement du débat démocratique sur la place de l'économie dans un grand nombre de pays. Rien d'étonnant à cela : le niveau culturel général de la population n'a jamais été aussi élevé, et l'accès de tous à l'Information – en dépit de ses insuffisances – facilite la diffusion de représentations communes. Une part croissante de la population mondiale est confrontée aux mêmes problèmes et aspire à des solutions voisines : près de 90 % de la population est salariée dans tous les grands pays industrialisés et ce pourcentage s'accroît dans les pays du Sud ; quant aux limites écologiques à l'accumulation indéfinie du capital, elles concernent désormais l'ensemble de l'humanité.

...qui commencent à voir le jour

D'où l'émergence de nouvelles formes de contestation de l'économie mondialisée qui s'efforcent de penser les problèmes au niveau pertinent, et d'agir à tous les niveaux. La perte de pouvoir des Etats ou du mouvement syndical conduit à contester l'action des entreprises par d'autres moyens. Le développement de fonds de placement éthiques, notamment aux Etats-Unis, en est un exemple : ils exigent des entreprises dont ils sont devenus actionnaires qu'elles respectent un certain nombre de règles sociales ou environnementales. De même, l'émergence de mouvements de consommateurs qui ne se limitent pas à contester la qualité des produits offerts, mais s'interrogent sur les conditions sociales dans lesquelles ils ont été produits va dans le même sens. Dans un autre ordre d'idée, les organisations de commerce équitable ou qui luttent pour l'annulation de la dette du Sud, contribuent à promouvoir une autre vision de la mondialisation. Enfin, une association comme Attac, propose une démarche marquée par un “ réformisme radical ” : elle propose ainsi d'encadrer le fonctionnement des marchés, notamment financiers, afin de réduire les inégalités Nord-Sud, et redonner toute leur place aux choix démocratiques. Elle agit au niveau pertinent en faisant pression à la fois sur les organisations internationales, mais aussi sur les gouvernements nationaux afin qu'ils modifient les mandats donnés à nos représentants dans ces instances.

Agir à tous les niveaux

Cette nouvelle conscience citoyenne internationale est née en grande partie dans les pays les plus développés, même si le récent sommet de Porto Alegre a permis de faire un pont avec des organisations issues de pays en développement. Elle contribue cependant à moraliser la mondialisation en tout lieu en luttant contre les formes les plus extrêmes d'exploitation de la main d'œuvre dans les pays en développement. Elle produit également un effet de levier. En diffusant des valeurs de respect de la personne humaine, en affirmant que le travail des enfants ou le servage sont illégitimes, en réclamant que la liberté syndicale soit respectée, elle contribue à aider les mouvements locaux à se développer et à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils agissent à leur tour.

Car un fonctionnement moins inégalitaire de l'économie ne passe pas seulement par l'émergence de groupes de pression eux-mêmes “ mondialisés ”. Prenons l'exemple de la Corée du Sud. Ce pays est parvenu, sous la pression des luttes sociales des années soixante-dix et quatre-vingt, à se démocratiser progressivement tandis que les salariés obtenaient de très fortes hausses de salaires et de meilleurs avantages sociaux. Loin d'être les victimes passives d'une mondialisation incontrôlable, les salariés coréens ont montré qu'ils pouvaient, eux aussi, en



quelques décennies refaire l'itinéraire historique qui avait été celui de leurs homologues des pays du Nord, un siècle auparavant.

L'action dans le cadre national demeure donc essentielle. De multiples questions appellent néanmoins des solutions globales. La capacité de chaque territoire à définir ses propres règles en matière fiscale et financière alors que les capitaux circulent librement facilite la spéculation et, plus grave, le blanchiment des profits des mafias. D'où la nécessité de réguler la finance mondiale comme le réclame, là encore, l'association Attac. De même, la pluralité des normes sanitaires et l'absence d'une autorité européenne de contrôle dans un contexte de libre circulation des produits a favorisé la diffusion de l'épidémie d'ESB – la " vache folle " - en facilitant les réexportations de farines animales suspectes. On pourrait multiplier les exemples de domaines qui appellent une action globale. Face à la pandémie de Sida ou à la recrudescence de la tuberculose ou du paludisme, seule une action mondiale coordonnée peut agir efficacement, alors que la logique marchande des grands laboratoires pharmaceutiques limite aux seuls marchés solvables l'accès aux médicaments. De même, en matière agricole, l'accès au patrimoine naturel que constituent les différentes variétés de semences devrait devenir un bien public global, dans l'intérêt de tous.

Philippe Frémeaux. Rédacteur en chef du magazine Alternatives Economiques, membre fondateur d'ATTAC France. Dernier livre paru : " Sortir du piège : la gauche face à la mondialisation ". Ed. Syros. Paris 1999.
Article publié en collaboration avec ATTAC Liège
liege@attac.org

Commerce équitable

Seul 1 Français sur 10 a déjà entendu parler de commerce équitable... Pourtant, 7 Français sur 10 jugent inéquitables les pratiques du commerce mondial. Sondage IPSOS, "Les Français et le commerce équitable", novembre 2000.

Du 27 avril au 13 mai 2001, une QUINZAINE pour un COMMERCE EQUITABLE Coordonnée par La PFCE (Plate-forme Française pour le Commerce Equitable)

L' action de MAX HAVELAAR

La RATP vous offre une pause équitable ! - Du vendredi 27 avril au vendredi 3 mai, Max Havelaar vient à la rencontre des Franciliens dans 4 stations de métro - Gare de Lyon, Gare Montparnasse, St Denis- Université et Miromesnil - et 1 bus spécial. Au programme : dégustation de café équitable, expositions sur Max Havelaar et le commerce équitable, stands d'information, animations musicales...

- Tout au long de la Quinzaine, sur ces mêmes sites, une exposition sur les enjeux du commerce équitable sera proposée aux usagers du métro. La RATP nous propose aussi : des espaces d'affichage, des informations sur l'événement sur son site Internet, de belles pages dans l'hebdomadaire A Nous Paris, distribué gratuitement sur les réseaux de la RATP !

La FNAC réveille le consom'acteur qui est en vous ! - Des forums sur le commerce équitable sont organisés dans une dizaine de FNAC partout en France.

- Une bibliographie sur le commerce équitable sera mise en valeur dans les magasins.

- La FNAC communique sur le commerce équitable via des insertions presse dans les grands quotidiens Français.

Les ASSOCIATIONS se mobilisent !

100 actions de sensibilisation dans toute la France... ...organisées par les relais en région, les associations et les organismes partenaires de Max Havelaar Parmi les projets les plus avancés :

- samedi 12 mai, une grande journée de sensibilisation dans le centre-ville de Dijon sera menée par l'association Autrement Max Havelaar, relayée tout au long de la Quinzaine par des actions de promotion dans les points de vente de la ville et de ses environs.

- un marché équitable européen, suivi d'un grand concert de solidarité aura lieu le samedi 12 et le dimanche 13 mai, au parc de l'Orangerie à Strasbourg. Cette première du genre est organisée par le CCFD.

- La Quinzaine sera aussi l'occasion de lancer le thé équitable dans les magasins Bio et les Monoprix/Prisunic, qui accueille l'exposition Max Havelaar et les animations des bénévoles dans 86 magasins.

Les réseaux mobilisés, l'info diffusée Les organisations suivantes ont déjà rejoint Max



Havelaar dans l'aventure de la Quinzaine : le CCFD, Déclic, Ingénieurs Sans Frontières, les Guides de France, le CNEAP, la Fédération des Maisons familiales et rurales, l'AFDI, Agir Ici...

A VOUS de jouer ! Si vous souhaitez vous mobiliser aux côtés de l'association Max Havelaar pour la Quinzaine, nous vous proposons un éventail d'actions simples et concrètes, ainsi que de nombreux outils :

1. Accueillir l'exposition Une exposition de 4 à 10 panneaux sur Max Havelaar et le commerce équitable sera disponible dès le mois d'avril. Pour la recevoir et l'exposer, appelez-nous !

2. Consommer officiellement du café labellisé dans votre organisation et le faire savoir Consommer équitable, c'est simple, concret et efficace. Si vous souhaitez vous y mettre, demandez-nous la liste des torréfacteurs agrées. Si vous buvez déjà du café équitable et que vous souhaitez le faire savoir pendant la Quinzaine, contactez nous ! Nous mettons à votre disposition des affiches et des dépliants pour informer les accros du petit noir.

3. Informer vos réseaux via un article d'information dans votre journal Pour recevoir le dossier de presse de Max Havelaar et la Quinzaine du commerce équitable ou un article clé-en main, ou encore un bandeau Internet en lien avec le site de Max Havelaar, contactez Marie Lamouline ou Emmanuelle Cheilan, au 01 42 87 71 52 ou
m.lamouline@maxhavelaarfrance.org

4. Mobiliser votre réseau de bénévoles pour organiser une action pendant la Quinzaine Des rencontres, des débats, des animations autour du commerce équitable... de nombreuses actions sont envisageables partout en France. Si vous êtes partants, nous pouvons vous aider en vous mettant en contact avec nos groupes locaux et en vous fournissant de la documentation. Contact : Mathias Chaplain au 01 42 93 73 67 ou
m.chaplain@maxhavelaarfrance.org

Vous avez peut-être autres idées ? N'hésitez pas à nous appeler dans tous les cas : nous avons besoin de connaître vos projets au plus vite afin de les communiquer aux médias et de vous aider au mieux.

Pour du linge propre

De la globalisation dans les secteurs du textile et de l'habillement : l'action de la Clean Clothes Campaign.

Du 7 au 11 Mars, a eu lieu à Barcelone la réunion internationale de la Clean Clothes Campaign (Campagne pour des vêtements propres, au sens éthique du terme), qui lutte pour l'amélioration des conditions de travail dans l'industrie mondiale de la production de vêtements. Le processus de globalisation économique est en effet particulièrement avancé dans l'industrie de l'habillement, et se traduit par une division internationale du travail très poussée. Les grandes firmes multinationales donneuses d'ordres, qui vendent directement ou distribuent dans les pays industrialisés des vêtements et des articles de sport de marque (Nike, Adidas, Levis, H&M pour ne citer qu'elles), délocalisent et sous-traitent le processus de production dans les pays du Sud et de l'Est. Ceux-ci présentent l'avantage de disposer d'un réservoir de main-d'œuvre bon marché et "flexible". Les entreprises multinationales s'appuient sur un vaste réseau de fournisseurs et sous-traitants, en compétition entre eux pour obtenir des commandes. Dans cette bataille les travailleurs et travailleuses de l'habillement constituent la variable d'ajustement et travaillent le plus souvent dans des conditions inacceptables pour remplir les exigences des lointaines maisons-mères, adeptes des techniques modernes de production "en flux tendu" (= zéro stock) qui exigent l'adaptation immédiate des quantités produites aux fluctuations internationales de la demande. Par ailleurs, les gouvernements des pays où s'effectue la production sont la plupart du temps engagés dans des stratégies de développement orientées vers l'exportation de produits manufacturés vers les pays industrialisés, dans la lignée des recommandations du FMI et de la Banque Mondiale. En conséquence, les autorités politiques de ces pays sont plus soucieuses de s'attirer les faveurs des investisseurs étrangers que d'améliorer les conditions de travail et la protection sociale de la force de travail.

C'est dans ce contexte qu'est née il y a dix ans, aux Pays-Bas, la campagne Clean Clothes . Des campagnes similaires se sont progressivement implantées dans les autres pays d'Europe Occidentale et la campagne européenne est maintenant forte d'un réseau étendu de plus de 200 ONG, syndicats et associations de consommateurs. En France, la campagne est menée par le Collectif De l'Ethique sur l'Etiquette, composé de différentes associations dont l'ONG Artisans du Monde. Il dispose de



relais locaux dans de nombreuses villes françaises. Les activités de la campagne au niveau européen et national s'orientent dans plusieurs directions. Il s'agit d'abord d'attirer l'attention des consommateurs des pays industrialisés sur les violations des droits des travailleurs dans les usines de production de vêtements. Ce type d'action exige un travail de recherche continue d'information sur des entreprises ciblées, et débouche sur des campagnes de dénonciation visant les grandes marques de vêtement, comme ce fut le cas lors de! la coup e d'Europe 2000 avec la mise en cause des pratiques d'Adidas dans la production des ballons. À la suite de ce type de campagne, les consommateurs sont invités à faire pression sur les multinationales (par exemple en envoyant des lettres aux marques incriminées) pour que celles-ci s'engagent à faire appliquer par leurs fournisseurs et sous-traitants des conditions de travail dignes. La référence internationale en la matière est constituée par les quatre principales conventions de l'Organisation Internationale du Travail (non-discrimination, liberté d'association et droit à la négociation collective, élimination du travail des enfants et abolition du travail forcé).

La collecte d'informations et les actions de dénonciation s'accompagnent de la recherche de solutions concrètes pour améliorer les conditions de travail dans l'industrie mondiale de l'habillement. Cette démarche peut prendre la forme d'une participation des membres de la campagne à des projets d'élaboration de codes de conduite par les entreprises et à des systèmes de vérification indépendante des dits codes, adoptés de manière volontaire par les grandes marques de vêtements et d'articles de sport. Les membres de la campagne s'efforcent de mener ces activités en collaboration avec des organisations syndicales et de défense des travailleurs situées dans les pays du Sud et de l'Est. Dans cette perspective, la réunion de Barcelone regroupait les membres de la campagne européenne et leurs partenaires d'Asie, Afrique, Amérique Centrale et Amérique du Nord pour leur permettre de faire le point sur le chemin parcouru et dessiner les stratégies futures de la campagne.

De l'avis des participants à la rencontre de Barcelone, un des principaux acquis de la campagne est d'avoir contribué! à ; sensibiliser les consommateurs des pays industrialisés. Le système des campagnes ciblées (Urgent Appeals) constitue un bon outil de diffusion d'information et un instrument d'action. Les membres présents sont tombés d'accord sur la nécessité d'assurer un suivi plus poussé des compagnies mises en cause, pour faire face aux stratégies des firmes multinationales : celles-ci sont en effet susceptibles de rompre les relations avec leurs fournisseurs, plongeant ainsi les travailleurs au chômage. De manière générale, les participants ont insisté sur l'extrême réactivité des entreprises face aux campagnes mettant en cause leurs pratiques dans les pays en développement. L'un des aspects de cette réactivité réside dans la capacité des multinationales et de leurs départements de communication à se réapproprier le langage et les concepts des ONG. Cela exige de la part de ces dernières une grande vigilance à l'heure où s'établit un dialogue avec les grandes marques de vêtement.

Les entreprises sont en effet la cible privilégiée de la campagne en raison du pouvoir économique dont elles disposent dans un monde globalisé. Ce pouvoir implique la reconnaissance de la part des entreprises multinationales de leur responsabilité sociale dans l'amélioration des conditions de travail au niveau mondial. C'est pourquoi la question des codes de conduite et de leur vérification a fait l'objet de nombreux débats : l'un des résultats de la pression exercée par la campagne Clean Clothes a été l'adoption de manière volontaire, par certaines entreprises multinationales, de codes de conduite mentionnant le respect des droits du travail fondamentaux dans les usines de production. Ces codes de conduite peuvent être! vus com me l'instrument d'une stratégie de marketing de la part de marques soucieuses de leur image auprès des consommateurs. Il n'en reste pas moins que ces codes ont constitué dans certains cas l'ouverture d'un espace de dialogue entre les entreprises, les travailleurs et les associations impliquées dans la campagne. La rencontre de Barcelone a permis de s'interroger sur ce thème et les participants ont réaffirmé la nécessité pour un code de conduite de mentionner explicitement les principales conventions de l'OIT et d'être accompagné d'un processus de vérification indépendante de leur application, impliquant les travailleurs et ce tout au long de la chaîne des fournisseurs et sous-traitants. Car l'objectif ultime de ces codes de conduite est de permettre à terme le renforcement du pouvoir des travailleurs, et non de se substituer au processus de négociation collective. Dans cette perspective, la création récente de départements d'audit social au sein des puissantes institutions privées spécialisées dans le conseil en entreprise, comme PricewaterhouseCoopers, suscite une certaine méfiance : on peut se

demander dans quelle mesure l'action de ces compagnies, dont l'indépendance peut être questionnée, pourra permettre aux travailleurs d'exprimer leurs revendications.

La question de la régulation publique et législative des activités des entreprises transnationales a été reconnue comme un champ d'action crucial pour la campagne : les pouvoirs publics ont un rôle à jouer dans l'amélioration des conditions de travail dans la production de vêtements et d'articles de sport. Dans cette perspective, l'action du collectif français De l'Ethique sur l'Etiquette est éclairante : ce collectif est actuellement engagé aupr&egrav! e;s des collectivités locales pour promouvoir des achats publics éthiques, et fait pression au niveau national pour une réforme du code des marchés publics intégrant des références aux garanties sociales. Dans le domaine législatif, des actions en justice sont envisagées par certaines campagnes et un groupe de travail vient d'être créé dans ce but. Ces actions soulèvent le problème du statut d'extraterritorialité des entreprises multinationales dans leurs opérations à l'étranger et mettent en lumière les lacunes du droit international en la matière. Le rôle des institutions financières internationales a également été abordé par les participants à la rencontre de Barcelone, dans la mesure où l'action de ces institutions, et notamment de l'OMC, est susceptible de limiter la marge de manœuvre des Etats dans l'élaboration de législations intégrant des critères sociaux.

La coopération avec les organisations du Sud et de l'Est, en particulier les syndicats a été une revendication constante des journées de réflexion de Barcelone. La campagne est d'ores et déjà engagée dans une démarche de collaboration avec des organisations asiatiques et les liens devraient être approfondis avec des partenaires d'Europe centrale et de l'Est, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Amérique Centrale. Dans cette dernière région, de nombreuses associations sont engagées dans la lutte pour les droits des travailleurs(euses) des maquiladoras, ces ateliers de sueur produisant des vêtements pour le compte des multinationales américaines. Le dialogue de la campagne avec des organisations syndicales devrait être renforcé, à la demande répétée des partenair! es du Su d de la campagne Clean Clothes. De même, les conditions de travail au sein des pays industrialisés sont un sujet qui devrait être abordé dans les prochaines années. La campagne ne peut en effet se cantonner à mettre en scène le face à face entre consommateurs du Nord et travailleurs du Sud ; au contraire, il s'agit de s'adresser aux individus dans leur triple dimension de consommateur, travailleur et citoyen pour créer des mécanismes de solidarité internationale.

Enfin, une attention accrue a été réclamée par de nombreux participants sur des thèmes comme la discrimination sexuelle (la majorité des travailleurs de la production de vêtements sont des femmes qui sont confrontées à des problèmes spécifiques de leur condition féminine), les dommages causés à l'environnement par l'industrie textile et de l'habillement ainsi que la question du travail informel souvent effectué à domicile et dans la clandestinité pour le compte des entreprises transnationales.

La rencontre de Barcelone a donc permis aux différentes campagnes intégrées dans la Clean Clothes Campaign et à leurs partenaires dans les pays producteurs d'échanger des expériences et de débattre des orientations futures de leur action. La présence d'organisations du Sud et de l'Est a permis de réaffirmer la nécessité de liens plus étroits, d'une solidarité vigilante dans la recherche de solutions. La Campagne Clean Clothes est un espace important de réflexion collective et son action est cohérente avec les combats menés par d'autres groupes confrontés à la logique néolibérale. Les membres de la campagne ont d'ailleurs à plusieurs reprises manifesté leur intérêt pour! les mouvements opposés à l'actuelle mondialisation.

Site de l'Organisation Internationale du Travail : http://www.ilo.org
Site de la campagne Clean Clothes: http://www.cleanclothes.org
Site du collectif de l'éthique sur l'étiquette: http://www.crc-conso.com/etic

Anna FEILLOU. Membre du groupe local Paris 14
paris14@attac.org

Brèves d'OMC

1/Conclusions des discussions générales du Comité sur l'Agriculture (23/03) :

On y a constaté une forte participation des pays africains qui démontre l'Importance que ces pays attachent à leur secteur agricole.

L'Inde estime que l'objectif d'un nouvel accord dans ce secteur devrait garantir la sécurité alimentaire des PVD. Appuyée par les autres PVD, cette proposition a néanmoins essuyé les



critiques de plusieurs pays qui s'opposent à un système dual de droits et obligations, qui, prétendent-ils, va à l'encontre de la logique de l'OMC qui établit un unique corps de règles pouvant comporter des dérogations en faveur de pays qui en sont qualifiés.

Le message contenu dans la proposition du Mercosur au sujet des entreprises commerciales d'Etat est assez clair : ces entreprises possèdent le monopole du commerce extérieur ce qui provoque des distorsions commerciales en faveur des producteurs nationaux. Appuyée par les USA et l'UE, cette proposition s'est heurtée aux pays utilisateurs de ces entreprises (Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) qui estiment que le but n'est pas de savoir quel en est le propriétaire mais de réduire les effets commerciaux des subventions croisées courantes dans les pratiques commerciales privées qui ne comportent pas moins d'effets de distorsions.

Une autre proposition (émanant du Mercosur, de l'Inde, de la Malaisie, du Costa-Rica, du Guatemala et du Chili) demande que le nouvel accord réaffirme les disciplines dans l'attribution de crédits à l'export (Art.10.2 de l'accord sur l'agriculture qui, selon eux, n'a pas atteint son but). Les USA, qui en est le principal utilisateur, estime que ces disciplines sont négociées à l'OCDE et que cette formule doit etre maintenue. Ces crédits, garantis par les gouvernements, servent à exporter les surplus alimentaires principalement dans les PVD.

2/Bush revient sur ses engagements de réduction des émissions de CO2 :

Ce faisant il s'oppose au Protocole de Kyoto parce qu'il exempte 80 % du monde y compris la Chine et l'Inde, de s'y conformer et pourrait causer de sérieuses difficultés à l'économie US ". Il n'hésite pas à invoquer dans cette affaire le "principe de précaution " se référant à "l'état des connaissances scientifiques incomplètes sur les causes du réchauffement global et sur les solutions à y apporter ".

Ces remarques ont fait l'objet de violentes critiques d'un peu partout dans le monde. Dans une lettre commune, qu'ils lui ont adressée, R.Prodi et le Premier ministre suédois, Pdt en exercice de l'UE, ont souligné l'importance de la conclusion d'un accord pour le devenir des relations entre les USA et l'UE. Même le Canada, traditionnellement un allié de poids des USA sur ce problème, a exprimé son désappointement.

Cette position de Bush apparaît à certains comme la volonté de revenir sur les règlements environnementaux pris par Clinton à la fin de son mandat. Ainsi le report de l'application des normes d'arsenic autorisé dans l'eau potable qui devaient passer de 5 à 1. Ainsi la suspension de règles plus contraignantes pour l'extraction de l'or, argent et uranium. D'autres mesures prévoient l'intensification des forages dans la réserve naturelle nationale arctique.

Mais cette position risque de durcir encore les positions des opposants à la ZLE des Amériques, qui s'inspirent des promesses non tenues de l'ALENA en matière environnementale.

3/L'UE est optimiste quant au lancement d'un nouveau round au Qatar :

"Notre point de vue est qu'au Qatar nous devrons faire ce que nous n'avons pu faire à Seattle : lancer un cycle de discussions sur une plate-forme la plus large possible ". Cette déclaration a été reprise par P.Lamy en visite en Egypte. Pour lui il existe des signes positifs provenant de la nouvelle administration US en faveur d'un nouveau round. Il a toutefois reconnu qu'aucun consensus ne s'est encore manifesté. Il estime que l'Egypte, le Brésil ou l'Afrique du Sud sont le point clé pour obtenir le soutien des PVD, dont beaucoup restent opposés à tout lancement tant que leur demande concernant l'application de l'Uruguay Round n'aura pas été prise en compte.

4/Une Union africaine va remplacer l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) :

Ce "renforcement de l'Unité Africaine va de pair avec la tendance générale de formation de blocs régionaux comme l'UE et le Mercosur ". L'Union épousera de façon souple le modèle de l'UE avec un Parlement pan-africain, un fonds monétaire, une banque d'investissement et une Cour de Justice.

Pendant ce temps, le COMESA (Marché Commun de l'Est et du Sud de l'Afrique) a mis en place un tribunal de commerce régional qui pourra prendre le pas sur les lois et règlements nationaux et interpréter le traité du COMESA.

5/Un accord de libre-échange avec Singapour inquiète les milieux d'affaires mexicains :

Ces milieux (notamment dans le secteur des textiles) s'inquiètent que l'accord de Libre-échange qui vient d'être signé entre les 2 pays n'offrent la possibilité aux états à faible coût de



main d'oeuvre, comme l'Inde ou le Bangladesh d'utiliser Singapour comme point de transit pour exporter illégalement leurs marchandises vers le Mexique et éventuellement les USA.

6/ Manifestation des fermiers indiens pour le retrait de l'agriculture de l'OMC :

La Coordination Nationale Indienne du Mouvement des Fermiers a fait le siège du Parlement indien pour demander au gouvernement de retirer l'agriculture du "marché injuste" de l'OMC. 5 ans de libéralisation ont déjà provoqué de sérieux dégâts à l'agriculture indienne. Leur déclaration mentionne que "les accords de l'Uruguay Round ont fonctionné principalement pour forcer l'ouverture de marchés au bénéfice des transnationales aux dépens des économies nationales et locales, de la santé et de la sécurité des travailleurs, du bien-être animal et environnemental" Les subventions et les obstacles aux importations imposés par les pays développés comme moyens de poursuivre "le commerce injuste" ont aussi été critiqués.

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org

L'aide au développement

Comme on le voit à la fin du présent article, le rapport de la Banque Mondiale paru cette semaine fait en partie écho au récent rapport du FMI. Pour faire court : les deux institutions reconnaissent que mettre des dizaines de conditions pour accorder des aides aux pays, cela ne fonctionne pas, et il se pourrait qu'elles en réduisent sérieusement le nombre.

Mais le problème est de savoir ce qu'on entend par " fonctionner ". En clair, les institutions estiment qu'elles réussissent quand elles amènent les gouvernements à adopter les politiques néo-libérales. Le succès pour elles ne veut pas dire plus d'emploi, moins de faim, plus d'éducation...En fait, alors que ces rapports sont décrits par certains comme de l'auto flagellation de la part de la Banque Mondiale et du FMI, ils constituent en dernière analyse la preuve que ces institutions travaillent à imposer les politiques néo-libérales (privatisation, libéralisation, orientation des exportations, etc..) aussi complètement et aussi largement que possible. La question posée par ces rapports se résume ainsi : comment faire pour être plus efficace dans cette action ? Si nous ne parvenons pas suffisamment bien à forcer la main des gouvernements en les submergeant de conditions pointues, que faire ? La carotte au lieu du bâton ?

On trouve dans le rapport de la Banque Mondiale un ou deux articles dans lesquels on suggère que les institutions songent à ne plus soumettre les prêts à des conditions, et à n'accorder des prêts qu'aux pays qui font déjà montre d'une " bonne conduite ". Ce changement signifierait que les gouvernements devraient s'attacher à deviner quelles politiques peuvent leur rapporter de l'argent. Ce serait là un moyen plus subtil et plus efficace pour amener les gouvernements à adopter les politiques qui plaisent au G7, à la BM et au FMI : en l'absence d'exigences claires, l'auto-discipline et la paranoïa maintiendraient les gouvernements dans le droit chemin. Et le FMI et la Banque Mondiale pourraient dire : " mais vous voyez bien que nous n'imposons plus aucune condition. "

Ce qu'il faut, c'est retirer à ces institutions, et à toutes les organisations enfermées dans leur conception de l'"économiquement correct ", leur contrôle sur toutes les sources de crédit et sur l'économie mondiale.

Soren Ambrose, Réseau 50 ans ça suffit – Washington DC, USA

Développement : Une nouvelle étude de la Banque Mondiale affirme que les aides ne peuvent pas susciter les réformes économiques, par Gumisai Mutume

Washington, 27 mars (IPS) - Les aides ne peuvent pas susciter les réformes économiques : c'est ce que constate une nouvelle étude de la Banque Mondiale sur l'Afrique, qui montre qu'imposer des conditions aux pays en voie de développement en les forçant à adopter des réformes impopulaires s'est révélé inefficace dans de nombreux cas.

Le rapport intitulé " Aides et réforme en Afrique : leçons tirées de 10 études de cas " paru mardi, reflète une prise de conscience croissante, du moins sur le plan théorique, au sein de l'Institution de Bretton Woods, que les conditions de prêt, imposées depuis des décennies, de plus en plus nombreuses et de plus en plus complexes, n'ont pas apporté les résultats escomptés.

" Le rapport montre que l'aide ne peut pas susciter les réformes dans les pays pauvres qui s'y opposent carrément ", selon Shanta Devarajan, principal économiste du Réseau de Développement Humain de la Banque Mondiale,



qui a dirigé l'étude. " Si le pays ne s'est pas " approprié " une stratégie nationale de développement, les mesures d'aide les plus généreuses et les mieux intentionnées n'auront que peu d'impact, si ce n'est aucun impact, sur la qualité de la vie. "

L'étude, qui examine l'incidence des aides au développement sur la politique économique en Afrique, porte sur la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, l'Ethiopie, le Ghana, le Kenya, le Mali, le Nigeria, la Tanzanie, l'Ouganda, et la Zambie. Elle fournit des armes supplémentaires à ceux qui prônent une révision des pratiques de la Banque Mondiale et du FMI en matière de prêt.

Le Kenya a reçu des aides massives en récompense de réformes : 3 milliards de dollars entre 1976 et 1996, mais nombre de ses réformes ont été concoctées lorsque le gouvernement avait cruellement besoin d'une aide financière. Il accepta rapidement de faire des réformes en profondeur, mais ces réformes n'eurent aucune suite.

" Il arrive que la probabilité d'une application réussie des réformes soit faible dès le départ ", précise le rapport, mettant en accusation l'une des pierres angulaires des conditionnalités des prêts de la Banque Mondiale et du FMI. " Dans d'autres cas, les prêteurs ou les donneurs se sont alignés sur les avis de technocrates bien intentionnés…qui ne disposaient pas du soutien politique suffisant. "

Pour donner à leurs réformes économiques une allure authentique, les institutions de Bretton Woods ont inventé les " Notes Stratégiques pour Réduire la Pauvreté " (Poverty Reduction Strategy Papers, PRSP) en 1999, destinés à guider les prêts aux pays les plus pauvres.
Les PRSP permettent théoriquement aux pays pauvres de mettre au point leurs priorités sociales et économiques grâce à des consultations entre gouvernement, agents économiques et société civile, les institutions financières internationales jouant le rôle de soutien.

Cependant, cette stratégie repose également sur des conditions strictes et récompense par de nouveaux prêts les pays qui ont atteint un certain niveau de réalisations en matière de réformes économiques, tandis que ceux qui n'ont pas réussi se voient restreindre les prêts.

" Un pays ne peut réellement s'approprier un projet de réduction de la pauvreté que si le FMI et la Banque Mondiale suppriment la menace de " conditionnalité " qui pèse sur des gouvernements vulnérables ", affirme Fantu Cheru, professeur à l'université de Washington.

Dans un rapport récent à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU sur les implications des PRSP, Cheru affirme que lier l'allégement de la dette aux PRSP met les gouvernements dans l'incapacité de consulter de larges secteurs de leur population, obligés qu'ils sont de plaire à des politiciens à Washington plutôt que de rechercher des mesures viables nationalement pour réduire la pauvreté.

Nombre de gouvernements africains marchent droit, en partie parce que leur seule source de financement à bon compte se trouve être la Banque Mondiale, par l'intermédiaire de son agent prêteur, l'Association de Développement International.

Le discours de la Banque est que la démarche concernant les prêts de rajustement évolue pour devenir participative, mais la réalité est toute différente sur le terrain.

" Dans de nombreux pays bénéficiant des PRSP, l'expérience montre que les programmes de rajustement structurel ne subissent pas de transformation, et que, à bien des égards, la participation aux PRSP génère le consentement aux politiques de rajustement structurel " affirme Cheru, qui a étudié récemment le processus dans huit pays bénéficiant de PRSP intermédiaires, au Bénin, au Tchad, au Ghana, au Kénya, au Mozambique, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie, ainsi qu'un PRSP complet en Ouganda.

Le nombre moyen de conditions posées par la Banque Mondiale pour l'Afrique sub-saharienne est passé de 32 entre 1980 et 1983 à 56 à la fin de cette décennie, selon des études indépendantes autorisées par la Banque.
En 1999, la Banque et le FMI ont imposé en moyenne 114 conditions à 13 pays de l'Afrique sub-saharienne qui mettent en application des programmes de rajustement structurel. La Tanzanie, avec 150 conditions, détient le record, selon la " Globalisation Challenge Initiative ", qui surveille la Banque et le FMI.

Certaines de ces conditions vont jusque dans le détail des articles budgétaires et donnent des recommandations sur le nombre de licenciements dans tel ou tel secteur.



Les conditions pour les prêts ont considérablement augmenté en nombre depuis le début des années 80, époque où elles servaient surtout à assurer le remboursement des prêts. Elles font maintenant partie d'une nouvelle forme de restructuration sociale, qui exige des gouvernements qu'ils se soumettent de plus en plus aux exigences du marché.

Certaines impliquent la libéralisation des comptes de capitaux, la réforme du marché et la privatisation. Dans un cas, l'introduction d'un programme de taxe à la valeur ajoutée a nécessité 19 rubriques.

" J'ai toujours dit à mes collègues que s'il faut 67 conditions, mieux vaut ne pas parler de conditions ", déclare David Dollar, du groupe de recherche et de développement de la Banque Mondiale, qui fait partie de l'équipe qui a réalisé le rapport. " Pourquoi ne pas réduire le nombre à trois ou quatre conditions importantes ? "

" Cela ne veut pas dire que la Banque doive se désengager, mais il nous faut adopter une démarche nouvelle ; même les pays qui ont le plus de succès avec leurs réformes (le Ghana et l'Ouganda) préfèrent un nombre restreint de conditions. "

Se conformer aux conditions de prêt n'est pas seulement obligatoire pour l'assistance suivie sous forme de prêt, c'est aussi un préalable pour les dons bi-latéraux et pour l'allègement de la dette.

La prolifération des conditions imposées par Washington vient au moment où l'aide au développement de l'Afrique sub-saharienne a fortement diminué : de 32 dollars par tête en 1990, elle est tombée à 19 dollars par tête en 1998, ce qui a rendu ces pays plus dépendants des prêts du FMI et de la Banque Mondiale.

Il reste à voir si ce rapport peut entraîner des changements d'importance dans la politique de prêt de la Banque et du FMI à l'égard du continent africain.

Ce rapport fait suite à une série de publications par le FMI, destinées à éclairer le débat sur la conditionnalité qui aura lieu lors des rencontres de printemps de la Banque et du FMI, prévues pour le mois prochain.

L'une de ces publications, réalisée par l'équipe de recherche du FMI, établit que l'augmentation des conditions imposées aux pays emprunteurs a "suscité une inquiétude légitime, en particulier du fait que le Fond outrepasse son mandat et son domaine d'expertise propre, qu'il utilise sa force d'impact financier pour bâtir un programme politique d'envergure et qu'il court-circuite les centres de décision nationaux. "

" Une conditionnalité trop envahissante est susceptible de galvaniser une opposition locale au programme, mais aussi de détourner de l'essentiel l'attention des gouvernants. "

Les auteurs de ces écrits demandent que les responsables du FMI réfléchissent à la limitation du nombre des conditions pour ne garder que celles qui sont indispensables aux principaux objectifs macro-économiques du FMI.

Soren Ambrose. 50 années, ça suffit
Traduction : Jean Pierre Renard, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Mardi : BE : BRUXELLES – SAINT GILLES - LIEGE – QC : QUEBEC - FR : AIX EN PROVENCE – COZES – CHALONS EN CHAMPAGNE – ST QUENTIN LA POTERE – SOPHIA ANTIPOLIS – FOIX

Mercredi : BE : LIEGE – FR: QUIMPER – AIX EN PROVENCE – DOUAI – AUTUN – COZES – PARIS 11 - NANTES

Jeudi : BE : LIEGE – FR: BERNAY – WASSY – COZES – CLERMONT FERRAND

Vendredi: FR: EVREUX – QUIMPERLE – POITIERS - COZES